



HAL
open science

Historiciser la science politique

Martine Kaluszynski, Sophie Wahnich

► **To cite this version:**

Martine Kaluszynski, Sophie Wahnich. Historiciser la science politique. L'Etat contre la politique? Les expressions historiques de l'étatisation, L'Harmattan, pp.17-33, 1998, Logiques politiques. <halshs-00343190>

HAL Id: halshs-00343190

<https://shs.hal.science/halshs-00343190v1>

Submitted on 1 Dec 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Historiciser la science politique*

*Martine Kaluszynski (CERAT-CNRS, IEP Grenoble)
Sophie Wahnich (CURAPP-CNRS Amiens)*

Le projet d'historicisation des sciences sociales semble être parvenu à sa phase pratique. L'incantation a produit ses effets performatifs et on assiste à des phénomènes d'échanges entre ce qu'on appelle l'Histoire et l'ensemble des sciences sociales, soit que des chercheurs se mettent à produire l'histoire de leur discipline et de l'histoire au sein de leur discipline, soit que des disciplines recrutent en leur sein des historiens.

On est plus habitué à voir les différentes sciences sociales faire circuler les concepts opératoires, l'Histoire les importer, qu'à voir les disciplines théoriques affirmer qu'elles peuvent entrer en relation d'emprunt à l'égard d'une discipline empirique qui, de plus, autorise et développe des manières de faire qui sont loin d'être unifiées¹.

S'agit-il de transférer les pratiques et les techniques des historiens, vécus par les autres et par eux-mêmes comme des spécialistes de l'archive et du récit vrai sur le passé ? S'agit-il de dénier à l'histoire sa monopolisation de l'étude des sociétés passées en investissant ses matériaux, en produisant ainsi de nouveaux terrains d'investigation ou s'agit-il plutôt d'inscrire les objets des sciences sociales dans des modes de questionnement qui seraient propres à l'histoire, cette discipline empirique qui, sans l'avoir toujours formalisé et théorisé, travaille de fait sur l'inscription de l'humain dans le temps ? Ces questions qui intéressent l'ensemble des sciences sociales se posent cependant d'une manière singulière pour la science politique.

L'historicisation des objets de science politique : une fausse évidence

* Ce texte n'engage que ses auteurs. Il espère pouvoir maintenir ouvert un débat intellectuel là où les processus d'institutionnalisation risquent de figer trop vite la réflexion sur ce que pourrait être l'apport des démarches historiques à la science politique.

¹. Sur un bilan possible des manières de faire de l'histoire on regardera, Prost (Antoine), *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, "Passés recomposés, champs et chantiers de l'histoire", Paris, *Autrement* 1995, "Le temps réfléchi, l'histoire au risque des historiens", Paris, *Revue Espace-Temps*, 1995.

Faut-il se passer des historiens pour historiciser les objets de science politique ?

Nombre de disciplines peuvent aisément se passer des historiens pour faire l'histoire de leur discipline ou pour introduire la dimension du temps dans leur démarche lorsque les historiens ne se sont pas penchés sur leurs objets. C'est le cas par exemple de la linguistique, dont l'histoire de la discipline comme l'histoire des faits de langue est produite très majoritairement par des linguistes et non par des historiens ou alors par des historiens qui se sont fait linguistes².

Mais le terrain est plus délicat, plus miné et conflictuel en ce qui concerne les objets des politistes, car d'une part il existe une tradition d'histoire des idées politiques travaillée par les philosophes de la discipline science politique³, et d'autre part les historiens n'ont pas cessé de faire de l'histoire du politique puis de l'histoire sociale du politique et de l'histoire politique du social. Le champ des questions politiques apparaît ainsi particulièrement bien balisé par les historiens. C'est en prenant position à l'intérieur de leur champ sur la place qui devait revenir à cette question du politique qu'ils ont élaboré au XIX^{ème} siècle leurs règles disciplinaires, puis qu'ils les ont déplacées à plusieurs reprises, d'abord en cessant de considérer que l'histoire politique était la seule histoire à faire dans les années trente puis en la marginalisant au profit d'une histoire sociale plus quantitative des années cinquante aux années soixante-dix, enfin en réinvestissant l'objet politique en tenant compte des acquis des débats méthodologiques qui avaient dominé l'école des Annales et ses détracteurs des années soixante-dix à aujourd'hui. Ils ont pluralisé ainsi les possibilités d'approche du politique. C'est donc à plusieurs types d'histoire politique que les politistes devraient être amenés à se confronter.

2. Nous pensons en particulier aux travaux de Jacques Guilhaumou qui associe des compétences de linguiste et d'historien et qui exerce dans le cadre formel de la discipline linguistique, on regardera en particulier *La langue politique et la Révolution française*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1989; *L'avènement des porte-parole de la République*, Presses universitaires du septentrion, 1998.

3. La discipline science politique présente en effet la particularité d'avoir des spécialisations méthodologiques qui fonctionnent d'une manière éclatée, en "tribus". Elles ont l'ambition d'être complémentaires mais, de fait, se font plutôt concurrence.

Or, les spécialistes de science politique, surtout lorsqu'ils souhaitent investir un chantier ordinairement perçu comme relevant de l'histoire, construisent et justifient leur place face aux résultats produits par les historiens et par les historiens des idées politiques. Les travaux de ces derniers sont alors souvent critiqués avec des arguments que partageraient, sans doute, bon nombre d'historiens. L'analyse des idées serait trop souvent décontextualisée ou peu contextualisée, les textes d'auteurs constituant les sources majeures et souvent les seules sources de cette histoire. Elle prendrait de ce fait un caractère éthéré, loin des processus sociaux de production et d'appropriation des textes et des idées⁴. Quant aux travaux des historiens, qui sont le plus souvent pour la science politique des travaux d'histoire contemporaine, soit leurs résultats ne réussissent pas à convaincre⁵, soit, le plus souvent ils sont perçus comme simple matière première qu'il s'agit de faire passer à la moulinette de la réflexion théorique et de méthodes considérées comme plus scientifiques⁶.

Mais les relations de l'histoire et de la science politique ne seraient qu'éminemment conflictuelles si ce tableau n'était pas corrigé par quelque rencontre idyllique. Des travaux d'historiens sont aussi constitués comme des modèles d'alliance réussie entre travail empirique sur archives et méthodologie accomplie, c'est-à-dire une méthodologie qui n'aurait rien à envier aux travaux des sociologues, sinon qu'elle serait toute d'emprunt. Les politistes qui aiment l'histoire aiment l'histoire qui a choisi leur point de vue, et cette histoire n'offre pas, pour le coup, la pluralité des approches aujourd'hui expérimentées

4. Même si dans les pratiques on assiste de fait à une diversification des manières de faire, et que les travaux de Roger Chartier sur la lecture comme mode complexe et éminemment social de la réception des idées influencent fortement ce secteur, l'argument est solide et encore souvent étayé par les faits. Les historiens des idées politiques pensent d'abord par auteur et par texte plutôt que par configuration socio-historique. Il n'empêche que cette étude très précise des textes est nécessaire car pour étudier les processus et trajectoires d'appropriation encore faut-il connaître ce qui est à approprier pour une époque donnée.

5. On pourrait évoquer ici la critique que Michel Dobry adresse à l'historiographie sur les années trente et en particulier à la thèse de René Rémond d'une immunité française face au fascisme, "Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la «Révolution fasciste»", *Revue française de sociologie*, 30, 1989.

6. Nous pensons ici à l'usage finalement assez pauvre qui est fait de l'historiographie de la Révolution française par les politistes qui s'y intéressent.

et expérimentables. Investir le champ de l'histoire pour des spécialistes de science politique c'est tout autant prendre position au sein de la science politique qu'au sein des débats des historiens, auprès de ceux qui revendiquent non pas l'historicisation des sciences sociales, mais un certain type d'investissement des concepts de la sociologie pour faire de l'histoire⁷.

Que faire cependant de l'histoire politique des historiens qui ne se seraient pas fait sociologues, qui n'auraient pas choisi les bons repères en sociologie ? Il est bien sûr toujours possible de la considérer comme une discipline auxiliaire. Tout travail d'historien présente des matériaux qui sont utiles pour élaborer des démonstrations plus théoriques, mais la critiquer serait dangereux, on risquerait d'importer avec le bon grain l'ivraie, c'est-à-dire un débat évacué par la critique de l'histoire des idées politiques que mettent en tension aujourd'hui les pratiques des historiens. Cette tension est justement polarisée par deux positions antagonistes, celle de la tradition de l'histoire sociale favorisant plutôt des alliances avec les sciences sociales et celle du renouvellement des liens de l'histoire avec la philosophie et la littérature⁸. Celles-ci ont pour effet de mettre l'accent, non pas sur la dimension sociale ou sociétale de la discipline histoire, — dimension qui apparaît aujourd'hui être un acquis difficilement réversible —, mais sur la question des rapports de temporalité et de modes d'historicité que produit l'histoire. Les fameuses liaisons dangereuses⁹ seraient de ce fait bien décevantes de part et d'autre. Pour les politistes, l'apport de l'histoire pourrait se résumer à peu de choses : une érudition spécifique

7. L'histoire sociale du politique représentée par exemple par les travaux publiés dans la revue *Genèses*, ou dans la nouvelle collection de socio-histoires, "socio-histoires" chez Belin.

8. Il s'agit bien d'une tension productive, car peu d'historiens se sentent obligés de se ranger dans un camp, et les travaux les plus productifs jouent justement de cette tension, refusant d'opposer le discours aux pratiques mais cherchant plutôt à cerner les modes d'articulations pertinents entre configurations idéologiques, processus de subjectivation singulier et pratiques sociales. Sur ce point, on pourra lire le débat Hayden White, Roger Chartier : Roger Chartier, "Quatre questions à Hayden White", *Storia della storiografia*, n° 24 (1993), Hayden White *Metahistory Twenty Years After*, Milan, Jaca Book, p. 140; Gérard Noiriel, *Sur "la crise" de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, Jacques Rancière, *Les mots de l'histoire, essai de poétique du savoir*, Paris, Seuil, 1992.

9. Sur cette question des liaisons dangereuses on lira le dossier du n° 6 de *Politix*.

et un savoir-faire technique, la connaissance de l'archive. Il n'y aurait finalement aucune spécificité épistémologique reconnue à l'histoire qui simplement élaborerait ses terrains sur des matériaux empiriques spécifiques, archives orales, manuscrites ou imprimées. Pour les historiens, la nécessité d'accepter de cesser d'entendre la « malheureuse homonymie propre à notre langue (qui) désigne d'un même nom l'expérience vécue, son récit fidèle, sa fiction menteuse et son explication savante »¹⁰, serait inéluctable. Or, si la tentation de l'histoire scientifique a été de se débarrasser de « l'indétermination des mots et des phrases des histoires » pour transformer en connaissances valides ce qui n'était encore que « le roman de la vie humaine »¹¹, à ce jeu de promotion scientifique grâce à des « conseillers bienveillants, les économistes et les sociologues de l'école durkheimienne » (...), l'histoire s'évanouit dans la grande science du social¹². Elle ne serait plus « que la dimension diachronique, utile dans certains cas pour l'explication de phénomènes sociaux résiduels »¹³. C'est donc contre une certaine manière de faire de l'histoire et pour la cause de l'histoire sociale dans ses formes sociologisées les plus accomplies que des politistes ont décidé d'aller aux archives.

Aller aux archives, un régime de scientificité à assumer

La tentation d'y aller voir tout seul est grande afin d'acquérir ce que les historiens appellent une expérience de terrain de première main. Pourtant nul n'est à l'abri des écueils d'un empirisme non averti.

¹⁰. Jacques Rancière, *Les mots de l'histoire, essai de poétique du savoir*, op.cit. p.11.

¹¹. *Ibid* p.16.

¹². *Ibid* p.17.

¹³. *Ibid*. C'est d'ailleurs la position de Jean-Claude Passeron développée dans *Le raisonnement sociologique, L'espace non popérien du raisonnement naturel*, Paris, 1991, position mise en pratique dans son laboratoire par lui-même, Jean Pierre Olivier de Sardan et Jean Bouvier, respectivement sociologue, anthropologue et historien à Marseille, CNRS/EHESS. Dans une intervention présentée dans le cadre d'une université d'été sur l'épistémologie de l'histoire, Jean Pierre Olivier de Sardan avait déclaré : « Je pense qu'il y a une seule et même épistémologie pour les sciences sociales et que l'histoire pas plus que l'anthropologie, pas plus que la sociologie ne peut développer, ni pratiquement ni théoriquement, la prétention à une épistémologie particulière, (...) « ceci étant, il est vrai qu'il y a des dominantes méthodologiques du type l'histoire ce sont les archives, l'anthropologie, c'est l'observation et la sociologie ce sont les enquêtes statistiques », in *L'histoire entre épistémologie et demande sociale*, IUFM de Créteil, Toulouse, Versailles, pp.7-9.

Si les relations qu'un chercheur entretient avec l'archive sont toujours singulières, les pièges que tend l'archive sont nombreux. Les archives supposent toujours un moment de recul, ne serait-ce que pour mieux lutter contre l'ivresse ou l'angoisse du sentiment océanique qu'elles procurent.

Tout novice, qu'il ait acquis une formation d'historien ou autre, entretient d'abord une relation naïve avec les archives. Avant de les critiquer il faut d'abord les apprivoiser, faire connaissance avec les répertoires, les classements, les liasses et les microfilms. C'est toute une construction savante, élaborée par les archivistes d'hier et d'aujourd'hui, qui vient produire les premières entrées et les premières contraintes du travail empirique. C'est dans quelques golfes ménagés par les répertoires qu'on rencontre l'océan d'archives, dans des bordures qui le rendent moins menaçant. Refuser ces zones d'abri c'est prendre le risque de se perdre, de rendre le travail de repérage empirique illimité, de fétichiser l'archive, d'importer la mythologie historique la plus tenace et la plus dangereusement rassurante : les heures passées aux archives ou à la BN sont la garantie d'un bon travail d'histoire. Or, non seulement ces heures peuvent devenir mortifères mais très vite la description infinie vient combler le défaut de nouvelles problématisations. *A contrario*, ne pas prendre conscience qu'on est aux archives dans des zones d'abri, c'est transformer trop vite le dispositif d'archive en dispositif d'accréditation clé en main. Il n'y a pas, grâce à l'archive, d'accès direct au réel. L'archive n'est pas la bouche de la vérité, qu'elle soit manuscrite, imprimée ou orale. Il s'agit toujours de questionner le dispositif, d'interroger son fonctionnement social, éventuellement de produire l'archive en la détournant de ce qu'elle prétend restituer pour en faire ce matériau vivant, cette carrière dont parlait Georges Duby à propos des matériaux de l'historien : « Ce mot matériau, brutal, ouvrier, je l'emploie à dessein car il convient pour désigner la masse inerte, le gros tas de mots écrits, tout juste extraits de ces carrières où les historiens vont s'approvisionner, triant, retaillant, ajustant, pour bâtir ensuite l'édifice dont ils ont conçu le plan provisoire. »¹⁴

Ce ne sont donc pas les heures passées aux archives qui comptent mais la qualité de ces heures, le caractère vif du chemin qu'il

¹⁴. Georges Duby, *L'histoire continue*, Paris, Fayard, 1989 p. 25.

s'agit de frayer¹⁵ pour reprendre la belle expression d'Arlette Farge. L'intuition intervient lorsqu'il s'agit de faire le chemin en marchant. On est au coeur du paradigme de l'indice tel qu'il a été décrit par Carlo Ginzburg¹⁶ ; il s'agit de construire des liens entre des bribes, des traces, de sauter ainsi d'une expérience de vérité à une autre en élaborant au fur et à mesure son objet.

Le travail aux archives ressemblerait de ce fait à celui du chasseur qui apprend à « sentir, enregistrer, interpréter et classer des traces infinitésimales comme des filets de bave. Il a appris à effectuer des opérations mentales complexes avec une rapidité foudroyante. (...) Ce qui caractérise ce savoir indiciaire est la capacité de remonter à partir de faits expérimentaux apparemment sans importance à une réalité complexe qui n'est pas directement expérimentale. (...) Ces formes de savoir étaient plus riches que n'importe quelle codification écrite; elles n'étaient pas apprises dans les livres mais de vive voix, par geste, par coup d'oeil. (...) Dans ce concret se trouvait la force de ce type de savoir, et sa limite (l'incapacité de se servir de l'instrument puissant et terrible de l'abstraction). »¹⁷

Cette forme de savoir difficile à transmettre, long à acquérir, suppose de connaître les chemins de la forêt mais aussi ses habitants et les types de traces qu'ils laissent pour les saisir même lorsqu'ils passent furtivement. Arlette Farge affirme qu'il y a « production de sens à cet endroit même où les vies cognent contre le pouvoir sans l'avoir choisi »¹⁸. Il faut alors « patiemment mettre de l'ordre dans ces situations mises en lumière par ce choc soudain, repérer les discordances et les écarts. Le réel de l'archive devient non seulement trace mais aussi ordonnancement des figures de la réalité et l'archive entretient toujours un nombre infini de relations au réel »¹⁹.

Ainsi le caractère empirique du travail aux archives vient troubler les certitudes d'une méthode que l'on pourrait qualifier de scientifique. Pour Arlette Farge, lorsqu'on a mis à plat l'archive, qu'on

¹⁵. Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

¹⁶. Carlo Ginzburg, "Signes, traces, pistes, racines d'un paradigme de l'indice", *Le Débat*, Paris, 1980, pp. 3-44.

¹⁷. Carlo Ginzburg, *art. cit.*, pp.13-14-15.

¹⁸. Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, *op.cit.*, p. 41.

¹⁹. Arlette Farge, *Ibid.*, p.41.

l'a dépouillée, décortiquée, « autre chose subsiste qui n'a pas de nom et dont l'expérience scientifique sait mal rendre compte »²⁰. La science, dit-elle, « estime d'ailleurs qu'il n'est pas de son rôle d'en rendre compte, même si elle s'y trouve confrontée. Il s'agit bien sûr de ce surplus de vie qui inonde l'archive et provoque le lecteur dans ce qu'il a de plus intime. L'archive est excès de sens, là où celui qui la lit ressent de la beauté, de la stupeur et une certaine secousse affective. Le lieu est ici secret, pour chacun différent, mais dans tout itinéraire, surviennent des rencontres qui facilitent l'accès à ce lieu et surtout à son expression. »²¹

Aller aux archives est bien sûr une ascèse, mais l'ascèse ne devient productive que s'il y a aussi une rencontre qui advient, l'élaboration d'une familiarité. Ceux qui choisissent le terrain archivistique doivent s'entêter pour l'acquérir, qu'ils aient fait des études d'histoire ou de science politique. Cela veut dire aussi qu'on ne peut pas sauter d'une période à une autre, qu'on ne peut pas espérer acquérir cette compétence du jour au lendemain. Il ne s'agirait donc pas d'importer des pratiques mais d'accepter une expérience exigeante et une aventure. Or cette aventure réintroduit le débat qu'on avait trop vite évacué. L'histoire est bien comme le disait Michel de Certeau, une science-fiction. Introduire l'histoire en science politique a des conséquences qui s'expriment en termes de régime de vérité, il s'agit de faire entrer dans le processus de recherche et d'élaboration la part de l'intuition, des émotions, de l'imagination.

Qu'est-ce que la science politique peut espérer de son investissement sur le terrain de l'histoire ?

On comprend qu'une discipline qui tient à sa qualification scientifique trouve la liaison à l'histoire dangereuse et qu'elle espère de ce fait n'importer que des pratiques ou plus exactement des méthodes ou des techniques de travail, bref qu'elle ne souhaite pas importer avec la tentation de l'archive, l'ensemble des débats sur la « crise de l'histoire »²², le vertige de ses foisonnements²³, ou le bilan d'une

²⁰. Arlette Farge, *Ibid.*, p.42.

²¹. Arlette Farge, *Ibid.*, p.42.

²². Nous faisons référence ici au livre de Gérard Noiriel, *Sur "la crise" de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, qui plaide pour une revalorisation d'un empirisme pragmatique chez

discipline émietée²⁴. Cependant, on n'importe jamais seulement des pratiques, mais un ensemble de théories qui ont conduit les praticiens, parfois à leur corps défendant, à persévérer dans leurs pratiques.

Les transferts d'une discipline empirique à une discipline théorique : importer une expérience concrète des processus sociaux du passé

Lorsqu'on est politiste et sensible à l'histoire, soucieux de multiplier les terrains empiriques que celle-ci propose à l'investigation de toute science sociale, on peut vouloir croire qu'on est enfin dans un espace de quiétude théorique. En tant que politiste on est rompu à la réflexion sociologique et même parfois philosophique, on a dans sa besace une théorie de la société qu'on est capable de défendre face à d'autres théories de la société, on a une théorie de l'action, on sait distinguer les acteurs des agents, les pratiques de l'idéologie etc. Bref on connaît ses outils de spécialiste de l'étude des sociétés et à ce titre on peut effectivement apparaître comme moins naïf que tout historien qui n'aurait pas fait l'effort de prétendre aussi à cette réflexion théorique sur le fonctionnement des sociétés. Cependant, cet historien parfaitement naïf se fait rare. Il n'est peut-être plus qu'une hypothèse nécessaire pour justifier qu'un sociologue qui arrive aux archives puisse savoir ce qu'il souhaite démontrer alors que l'historien n'aura que l'idée d'un problème possible à appréhender grâce à telle ou telle enquête sur archive. En effet, l'école des Annales d'une part, et les historiens marxistes d'autre part ont introduit massivement les débats sociologiques en les formulant d'une manière spécifique. On a souvent opposé dans les années soixante-dix et quatre-vingt "l'histoire par en haut" et "l'histoire par en bas", "la biographie des grands hommes" et "la biographie collective", l'histoire des idéologies, des mentalités et celle des pratiques. A chaque fois c'était bien une conception de la société qui était questionnée, investie en fonction des sources

les historiens qui perdent, lui semble-t-il, beaucoup d'énergie dans des débats stériles et inutiles au travail effectif.

²³. Nous faisons référence à un article d'Alain Corbin qui porte plus particulièrement sur le vertige des foisonnements de l'histoire dite des mentalités, "Le vertige des foisonnements", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, 1993.

²⁴. On regardera, François Dosse, *L'histoire en miettes*, Paris, La Découverte, 1987.

disponibles et selon des méthodes spécifiques²⁵. A chaque fois c'était aussi une manière de produire les objets de l'histoire politique qui était ainsi peu à peu réinventée. Face à l'histoire des rois on proposait une histoire des peuples²⁶, face à l'histoire de l'Etat, l'histoire des révoltes populaires ou des modes populaires d'organisation sociale : la sociabilité des villages, des bourgs, l'invention politique des sans grade de la Révolution française. L'histoire des mentalités prétendait décrire les "prisons de longue durée" celles qui n'étaient pas à proprement parler idéologiques mais qui s'inscrivaient dans des pratiques qui relèveraient d'un symbolique non questionné, difficilement questionnable par les hommes qui l'habitent. On a alors produit la notion de culture politique, une culture qui relèverait autant des discours clairs, des textes d'auteurs que des pratiques et de l'outillage mental produit par ces pratiques. Ont ainsi été élaborées, dans la matière de l'histoire, des conceptions de la société qui n'ont pas à rougir face aux discours plus théoriques des autres sciences sociales. Plus récemment, c'est finalement la sociologie de l'action qui a fourni de nouveaux outils pour faire travailler des historiens qui se représentent

²⁵. Il faut évoquer pour mémoire la naissance de la prosopographie, les analyses factorielles des correspondances effectuées sur des groupes sociaux ou politiques, la tentation de l'analyse de texte et de discours par ordinateur, autant de méthodes qui prétendaient au régime le plus classique de la scientificité. La revue *Histoire et mesure* permet d'appréhender les ambitions et les écueils de cette espoir quantitativiste et rationalisant. L'ouvrage de Michel Vovelle, *La découverte de la politique*, Paris La Découverte 1993, permet d'appréhender en quoi cette méthode sérielle demeure pertinente pour décrire des indicateurs et les articuler à une analyse plus fine des expérimentations et comportements politiques pendant la Révolution française. D'une manière générale, il faut retenir que les choix d'objets ont toujours déterminé des modes d'investissement et de lecture de l'archive, de mise en forme des discours historiques variés et soumis aux représentations que les historiens se font à un moment donné de leur place dans le champ scientifique. Dans le champ de la science politique actuelle, le chantier sur l'histoire de la construction de l'Etat parlementaire se propose de produire une généalogie sociale qui réinvestirait des méthodes lourdes telle que l'analyse factorielle du personnel parlementaire et des questionnaires plus ou moins préconstruits dans un rapport théorique au social plus qu'à l'historique.

²⁶. Que cette histoire ait réussi d'ailleurs à tenir ou non son pari en investissant les méthodes sérielles, sur ce point on regardera Jacques Rancière *Les noms de l'histoire*, *op.cit.*

bien comme faisant partie de la communauté des sciences sociales sans pour autant souhaiter oublier leur spécificité²⁷.

Cependant, ces débats implicites sur les conceptions de la société ont toujours permis de se demander ce qui conduisait les sociétés à se transformer, à n'être pas immobiles. Et nous croyons que c'est alors, et alors seulement, que l'historien voué à raconter des histoires, — « il est arrivé quelque chose » — est adéquat à son nom. C'est lorsqu'il se propose de concevoir, implicitement ou explicitement, une théorie du déplacement des sociétés dans le temps qu'il acquiert sa raison d'être.

Les transferts d'une discipline empirique à une discipline théorique : importer du théorique implicite

L'outillage théorique des historiens ne doit certes pas négliger les théories du social mais ce qu'il lui revient de produire, ce sont bien des théories de l'historique. Ce que l'on nomme d'une manière souvent confuse l'historicité, ou régime d'historicité, est conditionné par le débat sur les conceptions du changement social et politique, le débat sur les types de temporalités où s'effectuent ces transformations, le débat sur les types d'articulation que l'on doit admettre dans le travail de l'histoire entre temps passé et temps présent.

En effet, aux historiens qui conçoivent la ligne du temps social comme une ligne continue et le mouvement de cette ligne comme un mouvement plutôt régulier et régulé, s'opposent les historiens qui mettent l'accent sur les formes de discontinuités qui viennent soit suspendre ou interrompre un mouvement donné du social, soit le déplacer, le renverser, le décomposer. Ils conçoivent ainsi le mouvement du temps comme le produit du jeu qui s'instaure dans une société donnée entre champ d'expérience et horizon d'attentes²⁸, que ces attentes soient optimistes ou pessimistes, que l'expérience soit dramatique, tragique ou enthousiasmante, voire tragique et enthousiasmante. On pourrait ainsi opposer une conception de l'histoire régulationniste et généalogique à une conception séquentielle et archéologique de l'histoire. La première affirmerait qu'il y a toujours

²⁷. Nous faisons ici référence à l'ouvrage collectif dirigé par Bernard Lepetit, *Les formes de l'expérience*, Paris, Albin Michel, 1995.

²⁸. Nous reprenons ici les catégories de Reinhart Koselleck, *Le futur passé, pour une sémantique du temps historique*, Paris, EHESS, 1990.

une homéostasie du social dans le temps, et qu'il est toujours possible de faire la genèse des phénomènes observables, c'est-à-dire produire le système plus ou moins linéaire de causalités qui a conduit à ce phénomène observable. La seconde mettrait plutôt l'accent sur les conflits et les crises comme moteurs du mouvement historique, crises hétérogènes les unes aux autres et à ce titre, d'une manière rare et erratique "événements" au sens fort (ce qui vient rompre le champ d'expérience et trouer l'horizon d'attente des hommes qui le vivent). Il n'y aurait pas de régulation possible de ces crises, elles produiraient au contraire une séquentialité de l'histoire, des moments historiques hétérogènes les uns aux autres. Du fait de cette hétérogénéité, on voit bien que le travail de l'historien ne serait pas seulement de constituer des genèses mais de mettre en évidence une archéologie, c'est-à-dire le déploiement de strates historiques dans leur discontinuité. L'exemple le plus fameux d'un tel projet historique est celui de Michel Foucault, qui, lorsqu'il fait l'archéologie d'un discours, décrit les formations discursives qui le font vivre mais aussi les énoncés rares qui viennent l'interrompre. Ces énoncés lui ont fait perdre son sens, sa cohérence et de ce fait son intelligibilité, ouvrant ainsi les possibles d'une autre histoire, bifurcation ou révolution. Sur des moments historiques clés comme celui de la Révolution française, ces conceptions produisent des effets d'interprétation radicalement opposés. D'un côté le dérapage, de l'autre l'événement. D'un côté une périodisation longue en termes de genèse du monde contemporain, de 1789 à 1889²⁹, de l'autre une séquentialité aux angles vifs, séquentialité encadrée par des événements qui reconfigurent effectivement le mouvement révolutionnaire³⁰. Dans le cadre de la première conception, la

²⁹. C'est l'option adoptée par François Furet dans le volume sur la Révolution française paru dans la grande collection sur l'histoire de France, chez Hachette, comme l'avait déjà fait remarquer Jean Chesnaux dans "L'axe passé/présent/avenir", in "Cet obscur objet de l'histoire", *Espace-Temps* 1985 p. 14.

³⁰. 1789 prise de la Bastille-1792 renversement de la monarchie : l'irruption de la souveraineté nationale; 1793 mise à l'ordre du jour de la terreur-1794 élimination de la dite faction du tyran Robespierre : la radicalité de la souveraineté populaire; 1795 constitution du régime directorial-1799 coup d'Etat de Napoléon Bonaparte : le projet politique thermidorien, une démocratie censitaire et représentative. C'est le découpage adopté dans les manuels d'Albert Soboul. Sur le sens des découpages historiographiques et en particulier sur la question de la séquentialité, on regardera Sylvain Lazarus "Que veulent donc ceux qui ne veulent ni vertu ni terreur ? A propos

République française actuelle serait l'héritière de la Révolution selon un mouvement de transmission continue, dans le deuxième cas la Révolution ne produit pas un héritage mais un espace de possibles à revisiter en restituant à chacune des séquences sa spécificité.

La théorie implicite qui sous-tend le plus fréquemment le travail des historiens est la conception continuiste, même s'ils souhaitent mettre en valeur les moments de crise, les processus singuliers. Elle est peut-être irréductible au questionnaire de base de celui qui prétend décrire ce qui change. Pour répondre à la question "qu'est-ce qui a changé ?", peut-être faut-il aussi répondre à la question "qu'est-ce qui n'a pas changé ?". Lorsqu'on pourrait affirmer que tout a changé alors on serait face à une révolution. Mais ce concept même de révolution peut être soumis à différentes conceptions des rapports de temporalité. Tout peut changer dans la brutalité du temps court ou dans l'irréversibilité d'une transformation lente mais inexorable. Il faut alors introduire la question de la perception du temps social qui conduit à nommer, à expérimenter une révolution ou à la vivre comme un mouvement ordinaire, banal. Après Fernand Braudel qui a eu le mérite de pluraliser les temps de l'histoire tout en marginalisant l'événement, les historiens de la réception, de l'opinion publique et de la mémoire³¹ sont ceux qui ont été le plus sensibles à ce temps perçu ou plus exactement aux rapports de temporalité qui produisent un mode de présence au réel pour des acteurs donnés : mémoire vive qui peut conduire à mobiliser des références, des argumentaires, des affects non contemporains, projection dans le passé qui peut conduire à condenser une série d'événements sur un seul signifiant, projection dans le futur qui peut conduire à inventer un monde à venir, ce qu'on appelle aussi des utopies. Or ces différentes perceptions du temps interagissent en permanence, et lorsqu'on tente d'étudier un devenir collectif, c'est à un feuilletage du temps que l'on est confronté³². Ce feuilletage inclut des zones de repli, de l'achronie enclavée dans les processus historiques, des zones où la perception ordinaire du temps semble disparaître,

de la politique et de la terreur", in Catherine Kintzler, Hadi Rizk ed, *La République et la terreur*, Paris, Kimé, 1995.

³¹. Nous pensons à Philippe Joutard, Jean-Clément Martin, Pierre Laborie.

³². Sur cet entrecroisement du temps vécu on regardera avec bonheur, Thomas Luckmann, "Les temps vécus et leurs entrecroisements dans le cours de la vie quotidienne", in *Se référer au passé*, *Politix* n° 39, 1997, pp. 17-39.

temps des passions que Nicole Loraux, en paraphrasant Shakespeare, appelle « le temps hors de ses gonds »³³. Des historiens se sont ainsi éloignés de la conception du temps homogène et vide du récit continuiste et historiciste. Dans ce feuilletage il s'agit moins d'établir des généalogies que de comprendre des modes discontinus d'actualisation de phénomènes analogues, de ressaisir les possibles ouverts par un moment historique que de saisir des héritages sous forme de tombeaux. A propos de l'histoire des conventions, Bernard Lepetit affirme qu'il faut renoncer à « établir les filiations que supposent les phénomènes auto-entretenus pour reconstituer les précédents que chaque moment réactive »³⁴. Ce faisant, il affirme que « s'il fallait rechercher une origine au temps de l'histoire, ce serait dans le présent qu'il conviendrait de la situer »³⁵.

C'est à ce point précis, celui du “présent de l'histoire”, que la rencontre entre histoire et science politique devient aiguë et déterminante. Pour Walter Benjamin « l'histoire qui prétend montrer comment les choses se sont réellement passées est animée par une conception policière, qui constitue le plus puissant narcotique du siècle », « si seul le présent est le temps du politique tout événement du passé peut y acquérir ou y retrouver un plus haut degré d'actualité que celui qu'il avait au moment où il a eu lieu »³⁶. Le spécialiste de science politique peut-il trouver intérêt à contempler un passé qui apparaîtrait définitivement révolu ? Il nous semble que c'est bien dans le rapport passé/présent et par la manière dont il va construire ce rapport qu'il historicise son propos, soit pour proposer une saisie du passé comme actualité, soit pour instruire l'écart entre les possibles d'une invention politique et la forme située qu'elle prend dans le présent ou qu'elle a pris dans le présent de l'histoire passée. Il ne s'agit ni de clore le passé sur lui même ni de considérer l'histoire comme une contrainte continuée qui pèse d'une manière inéluctable sur tout ce qui bouge. Il s'agit d'en faire un univers de ressources : laboratoires d'analyse certes mais aussi dans un rapport d'implication de la science politique dans le

³³. Nicole Loraux, “Éloge de l'anachronisme”, *Le genre humain*, Paris, Seuil, 1993.

³⁴. Bernard Lepetit, *Les formes de l'expérience, op.cit.* p.19.

³⁵. *Idem.*

³⁶. Walter Benjamin. *Ecrits français, sur le concept d'histoire* (1940), Paris, Gallimard, 1991.

présent qui déborderait une simple ambition descriptive, une incitation à l'action qui engagerait le présent et l'avenir. Face à l'impératif d'objectivation du savoir, il s'agirait de toujours prendre la mesure du rapport subjectif que l'on entretient aussi avec ce présent des actualisations potentielles, face à l'historicisme radical, de prendre la mesure de ce que pourrait être l'ambition d'un anachronisme contrôlé.

La relation établie consciemment par un individu avec le monde qui l'entoure est un embrayeur subjectif que l'on peut choisir d'effacer de son propos mais qui n'en est pas moins déterminant dans les choix d'objets. Alain Garrigou et Bernard Lacroix soulignent à propos de Norbert Elias son rapport complexe au présent : « Interrogé sur les liens de sa réflexion de l'entre-deux-guerres avec la situation politique de l'Allemagne, Norbert Elias admettait volontiers répondre aux préoccupations du temps mais pour rappeler aussitôt que l'ambition scientifique commandait de dépasser les limites d'une situation. (...) Mais s'en tenir à la lettre du propos porterait à ignorer que la réalisation d'un travail engage et enferme son auteur dans une logique spécifique d'euphémisation et de sublimation : en visant la scientificité, celui-ci tend, en partie tout au moins, à s'affranchir des conditions dans lesquelles il a vu le jour. »³⁷ Sans être convaincues qu'il faille installer le discours scientifique dans l'achronie sublime³⁸, retenons cette double nécessité de l'engagement premier et de la distanciation seconde. Nicole Loraux lorsqu'elle fait l'éloge de l'anachronisme le fait au nom d'« historiens pour qui le présent est le plus efficace des moteurs de la pulsion de comprendre (...), ces historiens ainsi constitués dans leur structure intellectuelle et psychique, que seul le présent est à leurs yeux embrayeurs de questions ».³⁹ Elle ajoute que cet anachronisme doit être « contrôlé ». Ce contrôle peut prendre deux formes. D'abord traiter le présent comme une réserve de questions, ce qui, nous dit-elle « est bien différent de la volonté de s'efforcer d'en trouver quelques

³⁷. Alain Garrigou et Bernard Lacroix, *Norbert Elias, la politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997.

³⁸. Peut-être conviendrait-il au contraire d'y voir un espace historiquement situé de ressources pour des appropriations discontinues mais qui sont bien elles aussi inscrites dans le feuilletage du temps, ce que l'ouvrage collectif sur Norbert Elias tend d'ailleurs à démontrer, nous semble-t-il.

³⁹. Nicole Loraux, « Éloge de l'anachronisme en histoire », *art. cit.*, p. 24.

préfigurations dans le passé ».⁴⁰ Ensuite, en particulier pour qui prétend avoir un rôle à jouer dans la description du monde, c'est revenir lesté des questions du passé vers le présent. Ainsi propose-t-elle d'analyser les problèmes grecs, c'est-à-dire hérités des Grecs dans nos démocraties d'aujourd'hui. L'anachronisme a alors la figure de l'audace qui consiste à accepter le va-et-vient du présent vers le passé, à faire jouer un concept contemporain, par exemple "opinion publique" sur un corpus passé, mais en suspendant par ailleurs son système ordinaire de catégories contemporaines pour saisir l'autre dans un moment spécifique de compréhension. C'est revenir vers le contemporain lesté de ses nouvelles trouvailles, de ses nouvelles questions.

Le rôle de l'historien-politiste consisterait alors à être un bon porte-parole du présent et à savoir choisir les bonnes questions d'histoire, celles qui permettraient tout à la fois d'instruire le présent, de l'informer par la compréhension du passé, et de le refléter. Il devrait alors « inventer, de façon rigoureuse un passé (...) par lequel précisément, au fond le présent se présente »⁴¹. Ainsi, puisque « seul le présent est le temps du politique »⁴², l'histoire cesse d'être « une connaissance hypostasiée et ventriloque, un automate positif », et redevient « la matière d'un savoir politique »⁴³. C'est donc l'interpellation du présent et non la compréhension du passé qui serait première et à l'oeuvre dans tout travail d'historicisation de la science politique. L'histoire pertinente pour la science politique serait cette « connaissance du passé qui ressemblerait (...) à l'acte par lequel, à l'homme au moment d'un danger soudain, se présentera un souvenir qui le sauve »⁴⁴. Travailler le matériau historique part donc d'un choix en résonance.

L'histoire comme espace de dialogue au sein de la science politique

Si l'investissement sur l'histoire en science politique s'avérait être davantage un investissement sur le passé qu'un investissement sur

⁴⁰. Nicole Loraux, "Éloge de l'anachronisme en histoire", *art.cit.*, p. 30.

⁴¹. Georges Duby, Guy Lardreau, *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1986. p. 40.

⁴². Walter Benjamin, *op. cit.*

⁴³. Walter Benjamin, *op. cit.*

⁴⁴. Walter Benjamin, *op. cit.*, p. 342.

l'historicité, on aurait simplement constitué une nouvelle “tribu” dans cet espace disciplinaire. Nous plaçons plutôt pour que l'historicisation de la science politique soit un processus qui corresponde à une nouvelle exigence intellectuelle, celle de toujours situer dans le temps les questionnaires et les objets produits et analysés. Elle intéresserait ainsi l'ensemble des “tribus”. En effet, si la sociologie politique peut avoir pour ambition de se « montrer attentive et aux modes de constitution des réalités présentes et aux logiques sociales des réalités du passé »⁴⁵, l'analyse des politiques publiques, l'analyse électorale et des comportements politiques ont intérêt à mobiliser la catégorie du temps pour élaborer leur investigation. Ici encore la question ne se pose pas seulement en termes de genèse, elle se pose également en termes de comparaison pertinente et d'objection critique. Trop souvent des schémas éprouvés sont présentés comme des solutions innovantes, occultant les laboratoires historiques disponibles et pertinents qui permettraient d'apprécier le sens des projets ou des processus politiques qui ressortent du répétitif ou de l'analogique avec des périodes passées. Il ne s'agirait donc pas tant d'aller aux archives que de mobiliser un savoir historique qui puisse mettre en place le système d'objections ou de comparaisons qui offriraient à ce présent son inscription dans le feuilletage du temps. De ce point de vue, l'histoire des idées politiques offre des objets d'enquête qui répondent pleinement à un projet d'historicisation qui fonctionnerait par emprunts réciproques, dans la mesure où c'est bien le vécu, la description des phénomènes ou des questions politiques présentes qui guident implicitement ou explicitement la construction des enquêtes sur les idées passées. C'est à un moment où la notion de République est devenue particulièrement floue que de grands chantiers sur le républicanisme prennent forme⁴⁶. C'est au moment où les passions politiques semblent avoir déserté l'espace démocratique et où les figures de la haine se déploient avec plus de vigueur que le chantier de l'histoire des émotions et des passions politiques advient. C'est donc dans un processus d'interdisciplinarité et non d'hégémonie de la

⁴⁵. Yves Deloye, *La sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997, p.105.

⁴⁶. Nous pensons aux travaux de l'ENS de Saint-Cloud parus dans la revue de synthèse et à ceux du *Work shop* de Kantin Skinner.

démarche historique qu'il convient d'aborder l'historicisation de la science politique. Nous plaillons pour un dialogue entretenu avec tous les historiens, ceux de la discipline⁴⁷ science politique et les autres⁴⁸, pour une plus grande curiosité et pour une demande singulière auprès du savoir historique. L'histoire serait peut-être moins à investir comme une méthode⁴⁹ que comme une culture qui invite à excentrer les interrogations, à produire plus de connexions entre les différentes manières d'aborder l'objet politique. Elle permettrait de mieux assumer la pluridisciplinarité du champ et finalement de mieux décloisonner les différentes manières de travailler au sein de ce champ. Enfin, cette manière d'aborder l'histoire en termes d'inscription dans le temps historique, qui est toujours avant tout un temps présent, peut interroger à nouveau la fonction sociale de ce champ du savoir qui hésite si souvent entre expertise, description désengagée et jugement surplombant. L'histoire et les historiens, depuis les "Chroniqueurs du Roi", savent que « le "faire de l'histoire" s'arc-boute sur un pouvoir politique qui crée un lieu propre (cité, nation, etc.) où un vouloir peut et doit écrire (construire) un système (une raison articulant des pratiques) »⁵⁰. Sans aucun doute l'écriture de la science politique est confrontée aux mêmes contraintes et devrait pouvoir se demander pour qui, et au nom de quelle raison elle articule son discours.

⁴⁷. Des historiens de formation, des historiens des idées politiques, ceux venus parfois aussi de l'histoire du droit et les politistes sensibles à l'histoire et qui ont souhaité aller aux archives.

⁴⁸. Ceux qui travaillent sur l'objet politique sans appartenir à la discipline science politique, nous pensons aux sociologues qui ont travaillé sur le champ littéraire comme Gisèle Sapiro et Anne Simonin, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, Seuil, 1996, ou comme Francine Muel Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris Seuil, 1996; ou encore aux historiens qui ne travaillent pas immédiatement sur le présent mais fondent leur questionnement sur l'expérience du présent, ainsi Nicole Loraux touche avec *La cité divisée*, Paris, Payot 1997 à un point crucial de la vie politique en démocratie. On pourrait également citer comme exemplaire l'ouvrage de Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple, comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, qui montre en quoi les déterminations sociales sont insuffisantes pour expliquer le mouvement vécu des révolutionnaires.

⁴⁹. C'est ainsi que le rapport de conjoncture de la commission 40 du CNRS - *Politique, pouvoir, organisation* - présentait l'investissement nécessaire sur l'histoire, en termes de méthodes à mieux maîtriser.

⁵⁰. Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, écritures et histoires, histoire et politique, p. 13.

